

*PREMIÈRE PARTIE*

« LA RÉPUBLIQUE,  
NOTRE ROYAUME DE FRANCE »

Sortir vivant d'une grande épreuve exige une forte et belle ambition. La France et la liberté restaurées, mais de Gaulle écarté : comment se diriger, comment me diriger ? Il ne suffit pas de se proclamer à soi-même la nécessité d'un engagement et d'un combat, il faut avoir un objectif qui ne peut être seulement celui de son succès personnel. Quarante ans plus tard, ma ligne de conduite apparaît constante. Républicain et national, gaulliste et sûr de moi-même. Voilà qui ne vint pas sans examen ni réflexion. J'ai douté de la République et de la Nation. J'ai douté du Général de Gaulle et de moi-même.



Je suis né dans la République. J'ai été élevé dans la République. Elle est l'anti-Ancien Régime, c'est-à-dire l'anti-arbitraire, l'anti-privilege, l'anti-inégalité. Elle est l'anti « fête impériale », telle que Zola l'a décrite dans un livre que j'ai lu, jeune écolier en vacances, à Targé, dans la bibliothèque de Charles Ferry, le frère de Jules. Par tradition familiale, par l'enseignement officiel de l'histoire, la République est le sérieux de la politique, le régime qui entend préparer et assurer l'avenir des citoyens de la France, donner l'exemple à l'humanité. N'a-t-elle pas forgé l'éducation populaire et établi les bases de l'égalité des droits et des chances ? N'a-t-elle pas conquis des terres lointaines en Afrique et en Asie et fondé un Empire ? N'a-t-elle pas rendu l'Alsace et la Lorraine à leur Patrie ? La République est à la fois la France éternelle et la France en marche vers un avenir radieux. Elle est à la fois le beau souci des Français et l'image rayonnante de notre Nation dans le

monde. Quand en 1950 viendra, devant le Conseil de la République, le projet d'abrogation de la fameuse « loi d'exil », je n'ai pas de doute : il faut supprimer cet interdit archaïque qui pèse sur les « prétendants » au trône, Orléans ou Napoléon. Cependant, je suis de ceux pour qui le vote n'est pas de routine. La République n'est pas une bonne fille à qui tout peut être demandé. La fin de la sévérité républicaine est en ce cas grave justifiée par sa légitimité désormais indiscutée.

Mais quelle République ?

Mes premiers doutes remontent à ma jeunesse, lorsque je découvre l'ampleur de la misère qu'accentue en 1934 une crise dont la gravité est encore inconnue. Puis triomphe l'absurde théorie de la réduction du chômage et de la prétendue élévation du niveau de vie grâce à une diminution généralisée de la semaine de travail alors que l'ennemi plus que probable accentue son effort. L'aveuglement des républicains, conservateurs ou socialistes, me scandalise. Oui, certes, il faut des congés payés, et trop longtemps cette mesure de simple humanité avait été écartée. Oui, certes, il faut un système d'assurance contre la maladie. Oui, certes, il faut protéger les vieux jours des travailleurs. Mais ces mesures doivent être accompagnées d'un effort de labeur pour répondre au défi de l'Allemagne. Comment ne pas le comprendre ? Cinquante ans plus tard, je demeure stupéfait et angoissé de cette faute immense à l'égard de la Patrie et des Français. Désormais, et pour toujours, mon esprit se posera la question : que faire pour que la République soit capable d'assumer la France ?

Avant 1939, l'angoisse seule répond. Depuis longtemps l'état de notre économie n'est à la mesure d'aucune de nos ambitions sociales ou nationales. La République a fait de nous des malthusiens, des gagne-petit et des ignorants. Pourquoi cette peur du marché mondial ? Pourquoi ce refus devant les grandes entreprises ? Pourquoi cette ignorance de l'importance de la production et du commerce ? Pourquoi cette insuffisance de notre enseignement des métiers ? Une fois imprégné du sentiment de notre retard par rapport à l'Allemagne et aux États-Unis, la contradiction m'apparaît dans tous les domaines : entre les grandioses discours politiques sur le progrès social et les taudis des faubourgs ; entre la générosité verbale et la médiocrité de notre capacité industrielle ; entre l'appel à la dignité de l'homme et l'indulgence à l'égard de l'alcoolisme ; entre l'affirmation du grand avenir promis à la démocratie et notre dénatalité. Puis sont venus la lâcheté devant Hitler et l'affreux pacifisme, véritable trahison directement

responsable de millions de morts. Puis est venu l'effondrement le plus grand de notre histoire : vision tragique que celle de l'incapacité de nos dirigeants politiques et de nos chefs militaires face à cet essentiel qu'est l'existence de la France. C'est tout naturellement que la III<sup>e</sup> a accouché de Vichy, de son arbitraire et de sa connivence avec l'ennemi. Peut-on le pardonner à la République ?

Le gaullisme et la résistance l'ont restaurée. Mais le rêve brisé, les absurdes Constituantes et la déconcertante Constitution, de nouveau les plus graves méconnaissances économiques et le déclin politique : peut-on s'affirmer à la fois patriote et républicain ?

Oui, à condition de ne pas se laisser éblouir par des mirobolants et de bien définir la République. Certes, la République est fille de la Révolution. Pour ce qui concerne l'égalité des droits et l'affirmation de la souveraineté nationale, la Révolution forme un bloc. Cependant, elle est traversée de deux courants contradictoires : l'un, au nom de la liberté et de l'esprit de rassemblement, entend écrire une nouvelle page de notre histoire, l'autre par le despotisme et le sectarisme, entend imposer une rupture. À mes yeux, la République est fille du seul premier courant, celui qui lutte contre la tyrannie, l'absurde immobilisme ou la subversion sociale grâce à l'alliance de deux légitimités, celle du suffrage universel qui fonde l'autorité, donc l'État, et celle de la liberté qui éclaire la vie sociale de sa chaude lumière et interdit l'arbitraire. Hors de cette alliance, je me persuade aisément qu'il n'y a pas de salut à l'époque où nous sommes, dans la situation où se trouve la Nation, dans l'état présent du monde. À condition d'être clair. La République, c'est le pouvoir, non la négation de l'autorité. Elle a la charge de la France.

Le monde est pour la politique ce que le corps humain est pour la médecine. Il faut le prendre tel qu'il est, c'est-à-dire traversé de forces impitoyables qui écrasent les faibles. Sacrifier les intérêts de la France et sa capacité par des inactions ou des actions qui l'amenuisent, c'est jouer le jeu d'un étranger qui, fût-il un allié, est toujours hostile à notre indépendance et à notre unité. On peut rêver, notamment après des guerres terribles, à un univers pacifié et généreux. Je serai, comme bien d'autres, tenté par ce rêve. La réalité revient vite. Ne pas entreprendre les efforts pour hisser la Patrie au premier rang et l'y faire demeurer, c'est se vouer au rôle de serviteur des autres, sans liberté, sans sécurité, sans prospérité... Que la République ne renonce pas à ses ambitions sociales — mais qu'elle les réalise parallèlement à son pre-

mier devoir qui est la puissance ! La solidarité sociale est certes une condition de cette puissance, mais sacrifier la puissance c'est tuer la République.

Voilà qui explique que, parisien et continental, j'ai tant vibré pour l'outre-mer, cherchant à la fois les évolutions nécessaires et leurs limites afin de maintenir des bases mondiales à la France. Voilà qui explique, tout persuadé que je suis de la valeur de l'alliance occidentale et de la coopération européenne, que j'ai lutté pour que la République ne cède jamais sur l'indépendance et la souveraineté. Voilà qui explique pourquoi, jeune bourgeois hostile aussi bien au conservatisme qu'à la lutte de classes, deux faces d'une même fausse médaille, j'ai tant voulu qu'un constant effort de travail, de recherche scientifique et technique, de modernisation agricole, d'élan industriel, de conquête de nouvelles énergies et de l'espace, soit accompagné d'une inlassable volonté de solidarité collective et d'une inlassable ardeur de promotions individuelles.

\*  
\*\*

Je me suis aussi interrogé sur la Nation.

Désarmement, sécurité collective, arbitrage, cette trilogie verbale en honneur du temps de ma jeunesse, tire sa force d'un postulat : la division du monde en nations différentes est la source des plus cruels conflits. Il faut donc unir les nations, bâtir une autorité nouvelle, vouloir un monde fraternel. Mais comment ? Les mots ne suffisent pas. Lors d'un séjour près de Genève, chez Mme Long, cette amie de ma mère dont j'ai parlé, j'avais assisté à la fameuse séance où Aristide Briand s'écria : « Arrière les canons, arrière les mitrailleuses ! » Les applaudissements furent frénétiques. Des femmes élégantes se pâmaient d'enthousiasme. Le soir, je fus reconnaissant à Mme Long d'exprimer son scepticisme : la vanité de la séance avait en mon cœur arrêté toute émotion. Les discours ne sont rien quand ils ne reflètent pas une effective et efficace volonté. Bientôt Hitler ôta toute espérance. Et la guerre devait, une nouvelle fois, apporter la preuve que les nations, fussent-elles des alliées, sont seules devant leur destin.

Au creux de l'Occupation et au lendemain de la guerre, je fus repris par l'illusion envolée. Les sacrifices consentis par des milliers d'hommes et de femmes et imposés à des millions appellent une question : ne faut-il pas changer les bases de la politique ? Aucun peuple ne peut s'affirmer le centre du monde. L'idée

même de Nation n'est-elle pas surannée ? Certes, le gouvernement mondial est une utopie, mais les menaces qui pèsent sur la civilisation occidentale ne peuvent-elles appeler un gouvernement associant Europe et Amérique dans une Communauté Atlantique ? Attiré par cette vision d'avenir, avec Emmanuel Monick, nous publions en 1945 un essai intitulé *Demain la paix*. À défaut, un gouvernement européen ne peut-il être le début de la sagesse ? Sollicité par l'éditeur Nagel, qui souhaite une réponse à un essai de Thomas Mann sur un projet de gouvernement mondial, je rédige en 1948 une « rêverie » : un *Projet d'union des États européens*. J'imagine alors que de Gaulle peut devenir le Washington du vieux continent.

La réalité est revenue. Le message de la liberté est sans force s'il n'est pas l'expression d'une solidarité profondément ressentie et d'une capacité délibérément voulue et maintenue. Or, quelle que soit la qualité des alliances, quelque nécessaire que soit la coopération entre États aux intérêts analogues, la solidarité et la capacité sont d'abord nationales.

Notre nation française aurait pu ne pas exister. Elle est ce qu'en firent quelques grands rois, quelques éminents serviteurs, les uns illustres, beaucoup d'autres obscurs et inconnus, la tornade révolutionnaire et impériale, enfin la République, et à travers gloires et drames, une suite de générations laborieuses, souffrant des mêmes douleurs, animées des mêmes espoirs, parlant une même langue. C'est une condition de notre liberté que la solidarité française créée par des siècles de luttes intestines, de guerres et d'invasions, de travail et d'éducation, de douleurs et de joies sans cesse recommencées.

Affirmer les droits de la conscience, les libertés d'opinion et de religion, la tolérance et l'égalité des droits suppose un lien invisible et profond à la fois : celui qui naît de l'appartenance à une même nation. Abandonner la Nation française, c'est renoncer à la liberté dans ce qu'elle a de plus humain, et notamment le droit à la promotion de chacun par l'égalité des chances. Un Alsacien est préfet à Marseille, un Breton magistrat en Corse, ou inversement, un catholique ou un athée est tour à tour à la tête de l'Université, un protestant est généralissime ou Premier ministre, un fils d'émigré juif devient haut fonctionnaire, un ouvrier devient membre du gouvernement, un modéré et un communiste sont tour à tour maires d'une grande ville ou dirigeants d'une grande entreprise d'État. Hommes et femmes de toutes origines peuvent accéder à tout mandat électif, emploi public, magistrat, officier,

enseignant. Il faut mesurer la rareté, mais aussi l'exceptionnelle valeur d'un état de fait qui permet tout à quiconque, à la seule condition qu'il soit citoyen de la Nation française, qu'il se sente et qu'il veuille lui appartenir. Comme seules cette appartenance et la solidarité dont elle est l'expression permettent d'instituer un pot commun des principaux impôts et des cotisations sociales afin d'en assurer une égale répartition sur le territoire et entre les Français. Comme seules cette appartenance et la solidarité dont elle est l'expression permettent la détermination du pouvoir par l'assentiment populaire. Au soir du scrutin municipal, législatif, présidentiel, le maire, le député, le Président de la République sont considérés comme tels, eussent-ils été élus à une faible majorité. Il en est de même des décisions du Parlement. Une voix de majorité suffit et la loi votée est celle de tous. C'est la solidarité française qui assure la légalité du pouvoir grâce à l'affirmation d'une majorité qui se remet en cause régulièrement et librement. En bref, fruit de l'histoire, c'est la Nation, et la Nation seule, qui associe le respect des droits de l'homme et l'autorité. C'est la Nation, donc le sentiment national qui soutient l'État et donne ses chances à la liberté.

Rien ne remplace donc la France pour les Français mais pas n'importe quelle France ! Une France sûre d'elle-même et apte à dominer les compétitions. Épiée, jalouée par tous et d'abord par ses voisins, la France est abandonnée et broyée dès qu'elle cesse d'être au premier rang. C'est un grand combat que celui que j'ai mené et que je mène encore contre l'idéologie des transferts de souveraineté. Sous couvert de supranationalité, c'est-à-dire du dépérissement de la Nation, il est en effet une école qui cherche à priver la France de la maîtrise de son destin. C'est une erreur grave, comme l'est toute fuite devant la double exigence des principes et de la réalité. Qu'en faveur d'un objectif précis, une délégation limitée et provisoire soit accordée à une institution extérieure à la souveraineté nationale peut être une conséquence obligée d'une nécessaire politique de coopération, mais le renoncement durable aux mains d'une autorité qui ne dépend pas du suffrage national est un abandon. Nos intérêts, qui sont ceux d'un peuple à la fois maritime et continental, agricole et industriel, sont altérés par la coalition des autres. Notre rayonnement, c'est-à-dire notre aptitude aux sciences, aux lettres, aux arts, notre langue et notre droit, s'estompe et disparaît dès lors que notre personnalité et notre capacité ne sont plus affirmées, sans entrave d'aucune sorte. Notre tempérament est celui d'un peuple pour

qui le commerce et le niveau de vie ne sont pas les seules finalités de la politique et qui a besoin d'un appel à sa grandeur. De sa sécurité enfin, la France est seule responsable, car nul n'a intérêt à notre indépendance ni à notre unité. Hitler nous l'a appris. Mais également Roosevelt, l'anti-Hitler. Il n'y a plus de Patrie française dès lors qu'elle cesse d'avoir la capacité de s'assumer.

Faut-il ajouter que briser l'idée de Nation donc d'État, au-delà des querelles de classes et des menaces de démembrement, c'est aller au-devant de la tragique intolérance de la race ? Ainsi, quitter l'État-Nation pour l'Europe supranationale, bientôt assise sur des souverainetés prétendument régionales, c'est s'engager sur la voie qui mène à l'Europe des ethnies. La supranationalité, dont j'aurai à reparler, est grosse de l'appel aux racismes comme l'éclair annonce le tonnerre. Altérer la souveraineté nationale par la mise en place d'un pouvoir fédéral et, pour mieux réussir, diviser la France en parcelles de souveraineté qui ruinent l'État, c'est pour la liberté, un recul décisif. C'est également un recul pour la liberté que de renoncer à doter de la culture française les nouveaux arrivés, ou leurs enfants, et de céder à des minorités qui, sur notre territoire, entendent échapper à la communauté nationale. La France est une langue, un droit de la personne et de la famille, une société et un État. C'est un enrichissement que l'accueil d'apports extérieurs, que l'addition de minorités sous réserve de l'acceptation des règles sociales et culturelles qui assurent la cohésion du peuple. L'avenir reste à la Nation.

Parce que la République, c'est la liberté, donc la dignité, l'égalité des chances, donc la promotion, je suis républicain. Parce qu'il ne peut y avoir d'avenir collectif que par la Nation et sa puissance, être républicain, c'est être national.

De ces deux certitudes est née la fermeté de mon combat. Face au champ de ruines des vieilles illusions, je me suis reconstruit une République neuve. Ce grand espoir de ma jeunesse et de ma résistance, j'ai entendu le réaliser avec d'autant plus d'ardeur, qu'adhérant à la démarche du Général de Gaulle lorsqu'il décide de faire appel au peuple, j'ai à cœur d'établir une concordance entre ce grand mouvement dont il prend la tête et la renaissance de l'idée républicaine.

\*  
\*\*

Il est vrai : j'ai douté, non du Général de Gaulle, mais de son

avenir. Un homme entré dans la légende peut-il réussir en politique ?

Ce qu'il fut dès juin 1940 et durant la guerre l'a contraint à demeurer au-dessus de la mêlée. Il ne peut agir autrement : telle est sa vérité historique, tel est son destin. Et il y est porté naturellement par son caractère et sa réflexion. Après la Libération, il laisse les partis s'emparer de la France qu'il a restaurée. Pourquoi renonce-t-il alors qu'il aurait pu s'appuyer sur le peuple ? Telle est ma première interrogation. Plus tard, la stratégie d'isolement et la violence verbale du Rassemblement du Peuple Français font renaître mes doutes. Je crains les effets de l'amalgame classique : l'hostilité au Parlement est caricaturée en hostilité à la République. Mais l'absurde comportement de nos dirigeants et le scandaleux abaissement de la France ne peuvent conduire, dans un monde impitoyable, qu'au déclin de la Patrie. Inaptes à établir la légitimité de la République, les partis, le jour de la peur, n'ont qu'un recours : le Général, seul espoir de la Patrie une nouvelle fois en perdition.

La légitimité d'un régime ne dépend pas seulement du respect de la légalité dans l'octroi ou la transmission de l'autorité. Ni même de l'adhésion aux principes de la vie sociale tels qu'ils ont été forgés par les générations successives et par les bâtisseurs de nos structures politiques. Sans volonté et capacité de promouvoir les intérêts et les impératifs nationaux, sans accord populaire aussi, il n'est pas de légitimité durable. Or, cette légitimité totale, le Général est apte à la faire revivre au bénéfice de la République et de la France. En effet, les partis politiques dont les dirigeants assument le gouvernement — ce qu'ils appellent gouvernement — ne disposent que d'une légalité bien faible : une Constitution qu'un tiers seulement des Français a approuvée ; un système électoral proportionnel qui est un carcan pour le choix des électeurs et qui ne permet pas au suffrage populaire de dégager une majorité de gouvernement. Quant au reste, et notamment la volonté et la capacité d'assumer la France, elles sont, du côté des partis, au mieux verbales, et en fait nulles. Dès lors, comment hésiter ?

J'avais connu, au cours de mes années d'étudiant, le rayonnement universitaire d'Henri Focillon. Alors qu'il enseignait aux États-Unis, il avait en 1940 expliqué son ralliement à de Gaulle dans des termes que tous les intellectuels patriotes auraient pu et dû ratifier. « Un homme de guerre, respectueux des lois, a remplacé les généraux des coups d'État. » Et s'adressant au Général, il avait ajouté : « Un jour, vous serez salué comme le père de la

Patrie, comme le sauveur des libertés publiques.» Les faits ont vérifié cette prophétie. Certes, après la guerre, le péril pour la France ne vient plus d'un étranger vainqueur mais de dirigeants inaptes à s'élever au niveau des exigences nationales. La République, ce ne sont pas ces orateurs, ces idéologues, ces intrigants ; la République, ce ne sont pas ces ministres incertains, ces députés ballottés et, guidés par de médiocres états-majors, ces syndicats égoïstes et trop souvent préoccupés d'unité d'action avec les communistes, c'est-à-dire ces hommes, ce parti qui transforment toute question sociale en querelle politique inexpiable. La République, ce ne sont pas ces pseudo-intellectuels, ignorants ou démagogues, ces élites indifférentes à tout ce qui n'est pas leur confort. La République, ce n'est pas cet aveuglement volontaire de trop nombreux informateurs ou enseignants devant l'immobilisme intérieur, l'impuissance outre-mer, l'alignement des uns sur la politique américaine, des autres sur la politique russe, pas plus que ne l'étaient hier ceux qui s'alignaient sur la politique anglaise ou sur l'allemande. Une nouvelle fois, la République, la vraie, la juste, celle de Lazare Carnot, de Gambetta, de Jules Ferry et de Clemenceau en son dernier âge, c'est le Général de Gaulle qui seul l'incarne au cours de ces années où le déclin et le désastre attendent les nations qui s'abandonnent. Il est la chance de la France et tout s'efface devant cette vérité. Il est à la fois sa puissance et son unité, deux conditions de la liberté, n'en déplaise à ceux qui s'en font les défenseurs verbaux sans comprendre le lien entre l'indépendance de la Patrie et la dignité du citoyen.

Bien des années plus tard, l'École Polytechnique étant installée à Palaiseau, le général qui en assume le commandement m'invite à la visiter. Je ne suis plus au gouvernement, mais il se souvient que ma détermination à imposer le déménagement de l'école m'a valu bien des critiques et que j'ai dû me raidir pour l'achever. Les élèves sont réunis dans le grand amphithéâtre. Je leur parle de la France. Au moment du débat qui suit mon propos, l'un d'entre eux se lève et me pose la question suivante : « Les gaullistes n'ont-ils pas joué la politique du pire sous la IV<sup>e</sup> République ? » À quoi il me fut aisé de répondre que la politique du pire, c'était la IV<sup>e</sup> République. Le régime était d'autant plus coupable que l'homme qui avait rétabli la France en son rang et restauré la République était bien vivant et disposait d'une aptitude indiscutable à reprendre en main les affaires de la Nation. S'il avait été rappelé plus tôt...